

**UE LAC Forum à Bruxelles – Ouverture le 13 juillet 2023 – Intervention prononcée par madame Céline Papin, adjointe au maire de Bordeaux et vice-présidente de Bordeaux Métropole.**

Madame la Commissaire,  
Messieurs les Ministres,  
Mesdames messieurs les élus,  
Mesdames messieurs les participants représentant la diversité des autorités locales, de la jeunesse et de la société civile,

**C'est un honneur pour moi de pouvoir intervenir** lors cette ouverture officielle du forum Union Européenne Amérique Latine et Caraïbes. J'interviens comme vice-présidente de Bordeaux métropole et adjointe au maire de Bordeaux en charge des coopérations territoriales, européennes et internationales. Je préside en France la Dynamique Amérique latine Caraïbes de Cités Unies France, le réseau national des collectivités locales engagées dans la coopération décentralisée.

Madame la Commissaire, Messieurs les Ministres, vos interventions renforcent un message qui est partagé par les différents acteurs ici présents : **Nous partageons la conviction du caractère stratégique d'un resserrement et d'un approfondissement des liens entre nos deux régions des deux côtés de l'Atlantique** ; cette relance au plus haut niveau des rencontres et du dialogue entre l'Union européenne et la région d'Amérique Latine et Caraïbes est bienvenue. Nous formons le vœu que ces deux jours de débats se traduisent concrètement dans la programmation et les instruments de coopération pour gagner en pertinence, en cohérence et en efficacité vis-à-vis des citoyens et des territoires des deux zones géographiques.

Nous portons la conviction que **face aux défis majeurs** partagés par l'UE et l'ALC, notamment le défi du climat et de la biodiversité, la réduction des inégalités, la défense des droits humains, l'agenda féministe, la perte de confiance des citoyens dans leurs institutions et même dans la démocratie, **les réponses s'inventent et se matérialisent à l'échelle locale.**

Pour renforcer la **qualité démocratique et l'espace civique**, il est essentiel de commencer par le niveau le plus proche des citoyens et qui leur est le plus accessible : le niveau local. **Renforcer les capacités de nos gouvernements locaux** est une nécessité pour faire face aux inégalités sociales et économiques qui se creusent de part et d'autre de l'Atlantique.

Nous avons sur le continent européen expérimenté depuis la seconde guerre mondiale plusieurs **modalités de coopération** entre les gouvernements locaux, notamment les jumelages qui ont permis de consolider la paix et structurer les liens entre territoires et entre citoyens. Durant ces deux jours, alors que nous allons débattre sur de nombreux domaines d'**actions dont la mise en œuvre est de la compétence des gouvernements locaux et régionaux**, nous faisons face à **des discours et des mesures de recentralisation** et de renforcement du pouvoir au niveau national dans de nombreux pays. Cela est aussi vrai dans le domaine de la coopération et des partenariats. Nous avons eu des documents officiels de référence tels que la communication de 2013 de la Commission européenne sur le rôle des gouvernements locaux dans la coopération au développement. Cependant, dans **le nouvel agenda présenté pour le partenariat Union européenne et l'Amérique Latine**, la référence aux gouvernements locaux ainsi qu'à la coopération décentralisée est malheureusement à peine évoquée, alors que cela paraît crucial pour donner du contenu concret aux axes de coopération évoqués. L'instrument de coopération européen a soutenu ce type de modalités avec **des programmes phares comme URB-AL** et à travers même une ligne budgétaire pour autorités locales.

Quelle que soit leur taille, il n'y aura pas de transformation sans l'engagement de nos villes et sans une approche territoriale du développement, à l'image dans l'Union européenne de la mission Villes du programme Horizon Europe qui engage 100 villes, dont Bordeaux fait partie, pour la neutralité carbone d'ici 2030. C'est à cette échelle locale que les citoyens vivent, se soignent, apprennent et exercent leurs droits politiques et civiques.

**La coopération décentralisée offre un cadre pour des actions locales et des communautés de pratiques** qui inspirent le changement et permettent de nous positionner sur la trajectoire des objectifs du développement durable.

Madame la Commissaire, Messieurs les Ministres, **les gouvernements locaux sont vos alliés dans la mise en œuvre de la stratégie « Global Gateway », tout comme la société civile.** Pour cela, il importe de clarifier quel sera notre rôle et celui des associations de gouvernements locaux dans cette stratégie pour les années à venir. Nous sommes des acteurs quotidiens et essentiels en matière d'éducation, de numérisation, de transitions écologiques, autant de domaines visés par la stratégie « Global Gateway », pour autant ne semblent au même niveau que le secteur privé par exemple.

Je tiens donc, Madame la Commissaire, à vous **remercier pour l'opportunité qui nous est donnée aujourd'hui** et demain pour en débattre et trouver les voies et moyens pour renforcer cette intelligence collective face aux défis mondiaux. Je vous **remercie également au nom de PLATFORMA pour votre lettre et vous réitère notre disponibilité** à accompagner la Commission européenne dans la mise en œuvre du nouveau partenariat EU LAC. Merci beaucoup.